

Entre conviction et responsabilité Le débat autour de l'avortement

par Pierre EMONET

Le 2 juin, le peuple suisse devra se prononcer sur un double objet concernant l'interruption volontaire de grossesse, un référendum et une initiative. Le référendum propose de modifier le Code pénal en dépénalisant l'interruption volontaire de grossesse durant les 12 premières semaines (art. 119). L'initiative intitulée «pour la mère et l'enfant» demande, au contraire, un renforcement des directives pénales. Apolitique et non-confessionnelle, elle est soutenue par l'Association «Oui à la vie» et d'autres mouvements anti-avortement.

La Conférence des évêques suisses à rejeté le référendum et a pris ses distances par rapport à l'initiative.¹ Pour les évêques, le référendum est inacceptable parce que «dans ces nouveaux articles, l'Etat ne prend plus suffisamment au sérieux son rôle de protection de la vie humaine à naître, de la vie sans défense, et délègue largement la protection de cette vie à la seule responsabilité des femmes concernées ou du médecin traitant, sans proposer d'aide suffisante aux femmes dans leur détresse». Quant à l'initiative, qui, à première vue, semble bien aller dans le sens de l'enseignement catholique traditionnel, les évêques ne veulent pas la cautionner sans autre parce que, en mettant son espoir dans le renforcement d'une loi pénale «dont le non respect est prévisible», elle ne permet guère d'avancer dans la solution du problème.² Dans la ligne d'*Evangelium Vitae* (n° 90), ils lui préférèrent une politique plus réaliste et viable, qui tienne compte du caractère pluraliste et complexe de notre société.

Pour la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS),³ l'interruption de grossesse ne peut être justifiée, puisqu'elle

contrevient au commandement biblique de ne pas tuer. Mais seuls les parents peuvent juger si le degré de détresse d'une femme enceinte rend nécessaire une interruption de grossesse. Aussi, soucieuses de respecter la liberté de conscience, les Eglises protestantes ne combattent pas le référendum et renvoient leurs fidèles à leur propre conscience. A eux de prendre leurs responsabilités face à une décision difficile et lourde de conséquences et de répondre à une situation jugée désespérée par une attitude de compassion. «Il en va prioritairement de la liberté chrétienne et de l'exercice de la responsabilité personnelle de tout être humain et en particulier des femmes.»

L'Eglise réformée de Zurich et l'Eglise évangélique libre se sont inscrites en faux contre cette déclaration, au nom du message biblique qui exige, de façon indiscutable, le respect absolu de la vie de l'innocent.⁴

Un être en développement

L'argument principal pour refuser l'interruption de grossesse se fonde sur la conviction que dès la conception une vie

humaine est en route. Analysant une décision du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe qui, dans un jugement du 28 mai 1993, affirmait que «l'embryon est homme dès le début», le professeur Pfürtner, théologien, dans une conférence tenue à Berne (31 janvier 2002), faisait remarquer avec raison qu'on ne peut parler d'un embryon comme d'un enfant ou d'une personne.⁵ Il ne faudrait pas pour autant en conclure qu'à ce stade il n'y a pas encore d'être humain, sous prétexte qu'il n'y a pas encore de sujet conscient. Une vie humaine est bien là, en devenir.

Pour le professeur Pfürtner : «De même que le gland n'est pas encore un chêne, de même l'embryon humain n'est pas encore un être humain, mais il le devient» ; tandis que la Commission théologique de la Conférence des évêques suisses remarque que «l'embryon humain ne devient pas un être humain par son développement ; il est déjà un être humain en se développant».⁶

L'embryologie le confirme en montrant que le processus de développement intra-utérin ne procède pas par sauts et qu'aucun seuil ne signale un changement essentiel. Dès le début, la vie humaine apparaît comme une marche en direction d'une vie personnelle. Une histoire est commencée, dont le sujet est déjà présent. Il convient de l'appréhender à partir de la fin vers laquelle elle tend : une personne créée «à l'image de Dieu» (Gn 1,26-28) et dont la dignité affecte tout le processus de développement.

Or une personne a un droit moral à la vie ; étant à elle-même sa propre fin, elle ne peut être utilisée comme moyen en vue d'une autre fin. Vue sous cet angle, la solution des délais n'est pas acceptable, puisqu'elle établit arbitrairement un seuil (la douzième semaine) dans un processus qui n'en comporte pas. Avant comme après, une vie humaine est en jeu.

Deux existences, celle de la mère et celle de l'enfant, sont solidaires, si étroitement imbriquées que la vie de l'enfant dépend

de celle de sa mère. Si, en cas de danger imminent pour la vie de la mère, une interruption de grossesse est acceptable,⁷ seule une vie peut être mise en balance avec une autre vie. On ne peut pas, par contre, mettre en concurrence la vie de l'enfant avec le bien-être (psychique ou social) de la mère. Un droit plus fondamental, le droit de l'enfant à la vie, limite le droit de la mère à l'autodétermination. Il revient à l'Etat de protéger la vie, surtout celle des plus faibles.

Au-delà du privé

La décision d'avorter est toujours une décision éthique personnelle et on sait combien elle est difficile et douloureuse à prendre. Espérer résoudre les problèmes liés à l'interruption de grossesse en se contentant de modifier la loi pénale revient à reléguer une femme en détresse dans la solitude de sa conscience en la renvoyant à sa responsabilité, sans lui offrir l'assistance dont elle a besoin. Une attitude qui relève de la politique de l'autruche et du manque de courage politique. Le plus souvent, l'interruption d'une grossesse est conditionnée par l'environnement. C'est donc tout le contexte dans lequel une femme vit sa grossesse qui a besoin d'être revu chez nous.

Un enfant n'est jamais une affaire strictement privée ; une grossesse a toujours un caractère social. Aussi est-ce avec beaucoup de réalisme que les évêques et la FEPS ont attiré l'attention sur la vraie dimension du problème, rappelant, une fois de plus, que les mesures sociales de protection en faveur des femmes et de la famille sont si peu prises au sérieux chez nous, que la Suisse fait figure de pays sous-développé. En septembre 2001, dans le Message adressé au pays,⁸ les Eglises signalaient que «la Suisse ne dispose toujours pas d'une politique adéquate concernant la famille».

A force de considérer la vie familiale comme une affaire strictement privée, notre société a négligé les structures économiques, politiques et juridiques requises par la vie familiale.⁹ Des valeurs essentielles, comme la dépendance mutuelle entre la famille et la société, la solidarité, l'attention à autrui sont ignorées ou insuffisamment prises en compte.¹⁰ Les prestations sociales pour les familles traditionnelles ou monoparentales ont de la peine à suivre l'évolution de la société au point que, dans ce pays, une femme enceinte et en situation de détresse n'est pas vraiment assistée.

Lorsque les évêques suisses tiennent ce langage, ils le font en tant que partenaires sociaux, membres à part entière de la société civile. Mais quand ils parlent de l'avortement, ils le font aussi au nom de la foi chrétienne. Parce que la vie vient d'au-delà de l'homme et qu'elle témoigne de l'absolu de Dieu, les évêques s'opposent au modèle des délais et à l'élargissement des indications. En s'exprimant sur le caractère sacré de la vie, sur les limites de l'autodétermination ou sur le respect du droit d'autrui, ils rappellent les exigences du double commandement de l'amour de Dieu et du prochain. Ils engagent leurs fidèles à contempler le bon Samaritain et à se mettre franchement aux côtés de la femme qui accepte de mettre au monde un enfant qu'elle n'a pas désiré, comme de celle qui ne peut mener à terme sa grossesse. L'une comme l'autre méritent respect, accompagnement et attentions.¹¹

Une parole prophétique

L'Eglise ne peut tenir un autre discours que celui de la conviction. La Parole qu'elle écoute la presse de rappeler que l'homme n'est pas le maître de la vie, qu'un être humain, à quelque stade de son évolution qu'il soit, ne peut jamais être manipulé ou sacrifié au bénéfice d'un autre. Dans un

monde caractérisé par une culture de mort et le mépris du faible, cette parole est urgente. Tout autre discours de sa part serait décevant et son silence lui serait reproché avec raison, comme on lui reproche aujourd'hui son manque de fermeté face à l'extermination des juifs, à la peine de mort, aux dictatures de droite, à la guerre nucléaire ou à certains cas de pédophilie.

Si le langage feutré de la diplomatie convient aux chancelleries, face à l'injustice du monde on attend de l'Eglise une parole prophétique, sans compromission ni glose, qui éclaire et dénonce avec vigueur, plus attentive à l'absolu de l'Evangile qu'aux modes de la majorité ou aux ambitions des grands. Sans cette parole convaincue, qui rappelle les principes dans toute leur rigueur et s'en remet à Dieu pour les résultats, l'humanité perd ses repères ; le monde, livré à ses fantasmes, à la loi du plus fort et aux intérêts du plus cupide devient inhabitable. Si l'Eglise a, aujourd'hui encore, une certaine crédibilité, c'est bien à cause du courage dont font preuve des prophètes qui s'engagent à temps et à contretemps pour défendre la vie et la dignité des plus faibles, handicapés et mal venus.

L'idéal - la visée ultime - dont se nourrit la conviction agit comme une utopie. Pur et indemne de compromis, il est dans l'intention plus que dans la réalité, où le bien et le mal sont toujours inextricablement entremêlés. C'est pourtant sur ce terrain complexe que des chrétiens doivent assumer la responsabilité d'un choix pratique. Une conviction peut être forte, la décision n'en relève pas moins de l'art du possible ; elle doit tenir compte de la réalité.

Ici, la prudence et le discernement viennent à la rescousse, qui prennent en compte les circonstances concrètes, tous ces paramètres de temps, de lieu, de santé, de contexte social et psychique, de culture, qui déterminent en grande partie un comportement. Car on ne peut isoler une personne de son histoire ni de son environne-

ment. Tout en elle évolue et doit être saisi dans une dynamique de vie.¹²

En dépit du caractère sacré de la vie, le législateur ne peut, aujourd'hui, ignorer la possibilité d'une interruption de grossesse, avec tout ce qu'elle comporte de détresse. Pour le chrétien, la pénalisation de celles qui y succombent n'est certainement pas dans l'esprit de l'Evangile. Le souvenir de l'accueil réservé par le Christ aux pécheurs milite en faveur de la compassion. Nombreux sont ceux et celles qui, sans approuver l'avortement, pensent que les nouvelles dispositions du Code pénal vont dans cette même direction.

Malheureusement, la dépénalisation est trop facilement comprise comme une approbation ou une autorisation. Une ambiguïté qui rend difficile le choix des urnes. En aucun cas un chrétien ne peut cautionner l'avortement. Mais, dans l'impossibilité de séparer la dépénalisation d'un geste qu'ils désapprouvent, les uns, plus sensibles à affirmer leurs convictions, rejettent la solution des délais ; les autres, soucieux de tenir compte des circonstances et des possibles, opteront peut-être pour la dépénalisation, tout en rejetant dans leur cœur l'avortement. Une même foi et une identique fidélité à l'Evangile inspirent deux attitudes éthiques, l'une fondée sur la conviction, l'autre sur la responsabilité politique.

Le refus des uns maintiendra le statu quo d'une loi qui n'est plus appliquée. Il sera comme un signal d'alarme pour demander que la politique sociale de la Suisse sorte de son sous-développement et que le statut des femmes en détresse soit enfin pris au sérieux. L'acceptation des autres contribuera à alléger le fardeau déjà trop lourd qui pèse sur leurs épaules, sans pour autant apporter de solution satisfaisante à leur détresse. Tout est question d'évaluation et de conscience.

P. E.

¹ Communiqués de presse des 5 et 26 septembre 2001.

² En Suisse, la dernière condamnation remonte à 1988. L'exemple de la Pologne est éloquent : avec une loi pénale sévère, ce pays compte environ 200 000 avortements par an, soit 3 à 4 fois plus que l'Allemagne, plus libérale en la matière.

³ Séance du 12 novembre 2001.

⁴ Communiqué du 27 novembre 2001.

⁵ Dès lors, mieux vaut se garder des expressions simplificatrices qu'affectionnent les fondamentalistes, telles que « assassinat », « massacre des innocents » ou « nouvel Auschwitz », qui sont aussi malheureuses que le « mon ventre m'appartient » des apôtres de l'avortement. C'est aussi l'avis de Mgr Koch, dans une interview à l'APIC (5.04.02).

⁶ *Neuf thèses à propos de l'interruption de grossesse*, Ed. St-Canisius, mai 2001, thèse 4, p. 21.

⁷ Les partisans de l'initiative l'admettent aussi.

⁸ Cf. *L'avenir ensemble*, Message des Eglises, n° 49.

⁹ Le Message des Eglises mentionne, entre autres : le revenu familial, les allocations pour les enfants, l'allégement des dépenses familiales (impôts fédéraux, cantonaux et communaux ; primes des assurances maladie), l'accès au logement (n° 67) ; le travail professionnel des femmes, la question des crèches et garderies, des horaires scolaires (n° 68).

¹⁰ Cf. la prise de position de la **Ligue suisse des femmes catholiques (SKF)**, *Grundsatzpapier zur Problematik des Schwangerschaftsabbruchs*, 3^e édition, 4.12.00.

¹¹ Il faut mentionner le travail accompli par l'association *SOS Futures Mères*.

¹² C'était le pari des diocèses allemands qui, avec leurs centres de consultation pour femmes enceintes, offraient aux femmes en détresse un espace de réflexion et l'occasion d'une évolution. De nombreux avortements ont ainsi été évités. Ces centres ont été fermés au nom de l'idéal (cf. **Klaus Nientiedt**, *Tensions entre Rome et l'Eglise allemande*, in **choisir** n° 483, mars 2000, pp. 13-16).